

40'000 signatures contre l'expérimentation animale en Suisse

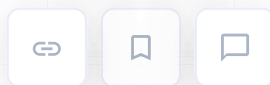
Une pétition munie de plus de 40'000 signatures a été remise à Berne ce lundi. Elle demande la fin des expérimentations contraignantes sur les animaux.

29 avr. 2024, 12:41



Cinq organisations ont demandé lundi à Berne la fin des expérimentations animales sévères. Elles ont déposé une pétition avec plus de 40'000 paraphes.

KEYSTONE/Peter Schneider



La Suisse devrait en finir avec les expérimentations contraignantes sur les animaux. Cinq organisations ont déposé une pétition lundi à Berne, munie de plus de 40'000 signatures en faveur d'une recherche scientifique «sans douleur animale».

La Suisse devrait devenir un exemple pour une place scientifique innovante, efficace et sans douleur animale, lit-on dans un communiqué. Animalfree Research, la Ligue suisse contre la vivisection, Associazione svizzera per l'abolizione della vivisezione, Tier im Recht et Tierschutz de Zurich ont participé à l'action sur la terrasse du Palais fédéral.

Dans un geste symbolique, les organisations ont «libéré» d'une cage de laboratoire des baudruches en forme d'animaux. «Ces 40'550 signatures sont un signal fort», poursuit le communiqué. Comme le montrent des sondages, une majorité de personnes souhaitent que la recherche s'effectue sans contrainte sévère sur les animaux.

Sombre réalité

Mais la réalité est tout autre, déplorent les organisations. Actuellement, une grande partie des expérimentations animales est autorisée sans autre et financée massivement par les contribuables. Chaque année, des centaines de milliers de souris et d'autres animaux de laboratoire meurent lors d'expérimentations.

C'est une impasse, selon les organisations, notamment parce que les résultats des expériences menées sur les animaux sont difficilement reproductibles sur l'être humain. Et de réclamer un plan d'action réaliste qui permettrait de sortir par étapes de l'expérimentation animale contraignante.

La sénatrice écologiste Maya Graf (BL) partage les buts de la pétition. Elle entend agir au Parlement en ce sens. «Un plan d'action contraignant permettra de compléter la législation sur la protection des animaux et la stratégie actuelle des 3R» (Remplacer, réduire et réformer, qui prévoit que les contraintes infligées aux animaux soient limitées le plus possible), indique-t-elle, citée dans le communiqué.